

# NEI

» EXIGEZ PLUS. COMME NOUS.

T1 2022

# RAPPORT D'ACTIONNARIAT ACTIF

*Suivi de la progression de nos engagements auprès  
des sociétés et de notre action politique*

## *Dans ce numéro*

### **2 Sommaire des activités**

### **4 Pleins feux sur le thème principal : les droits de la personne**

*Mobilisation des entreprises quant aux mesures adoptées pour s'accorder aux sanctions internationales contre la Russie*

### **5 Faits saillants de la mobilisation**

Suivi des progrès d'**Unilever** en matière de plastique; étude des conséquences sur la biodiversité avec **Saputo**; discussion sur les pratiques de gouvernance de **iA Groupe financier**

### **6 Rapports d'étape**

Nous discutons avec **Winpak** de la recherche d'emballages plus respectueux de l'environnement ainsi que de la rémunération des cadres, de la stratégie climatique et plus encore avec **Open Text**

### **8 Faits saillants de la mobilisation des sous-conseillers**

Le point sur la mobilisation de **Prudential Financial** et de **Citigroup**; suivi de la gouvernance à l'égard des facteurs ESG à **Kerry Group**

### **9 Promotion de politiques**

*Le défi d'établir un plafond absolu pour la rémunération des cadres*

### **10 Faits politiques saillants**

### **12 Liste des sociétés mobilisées**

# SOMMAIRE DES ACTIVITÉS

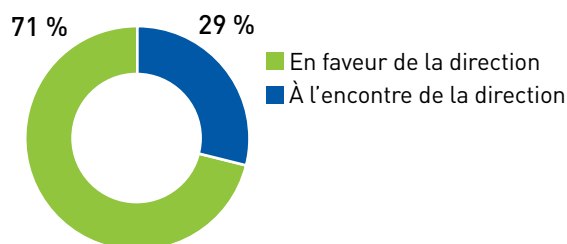
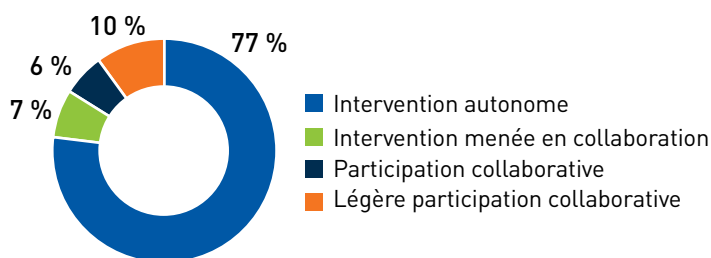
## Rôle de NEI en matière de mobilisation

Au premier trimestre, nous avons mené 84 % de nos activités de mobilisation, c'est-à-dire que nous les avons menées nous-mêmes, ou que nous avons dirigé ou codirigé un petit groupe ou une collaboration avec d'autres investisseurs. Les responsables sont chargés d'établir le programme, la stratégie sur l'orientation de la mobilisation ainsi que d'assurer la présidence de même que l'organisation de la correspondance et des rencontres du groupe d'investisseurs avec une société. Nos interventions ont été largement motivées par notre volonté d'influencer les sociétés qui exercent des activités en Russie ou qui ont d'autres intérêts économiques dans ce pays, compte tenu des vastes répercussions du conflit. Nous avons également poursuivi d'autres mobilisations plus stratégiques, dont bon nombre ont été motivées par nos commentaires sur la campagne de vote par procuration, dans le cadre de laquelle nous avons fourni aux entreprises des commentaires sur la façon dont nous avons voté lors de leurs dernières assemblées annuelles.

## Instructions de vote

Nous avons exercé nos droits de vote dans 81 assemblées au premier trimestre, ce qui représente une légère augmentation par rapport au trimestre précédent, car nous entrons graduellement dans la période de pointe des votes par procuration. Nous avons appuyé la direction dans 71 % des 1 024 résolutions ayant fait l'objet d'un vote.

En outre, 32 propositions d'actionnaires ont été soumises à un vote dans 12 sociétés. Nous avons appuyé 72 % de ces propositions, voté contre 22 % d'entre elles et nous nous sommes abstenus à l'égard des 6 % restantes. Diverses questions ont été soulevées dans les propositions, notamment le fait de demander aux entreprises de rendre compte de leurs cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre, des vérifications relatives aux droits civils et de la diligence raisonnable en matière de droits de la personne ainsi que de préciser aux fournisseurs les exigences quant à la préservation de la biodiversité. Nous avons généralement appuyé ces propositions. Il y a lieu de noter qu'une proposition demandant à **Apple** de rendre compte de sa vérification relative aux droits civils a été adoptée, au même titre qu'une proposition demandant à **Costco** d'adopter des cibles de réduction des émissions de GES.

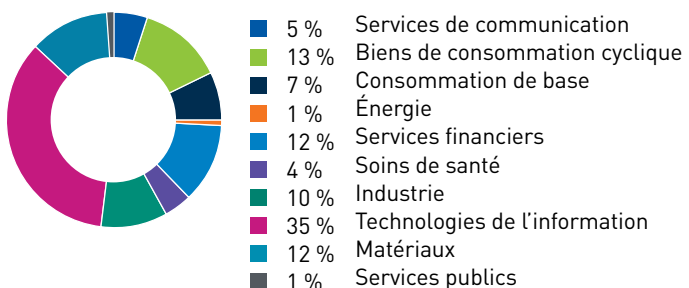


## Qu'est-ce que l'actionariat actif?

Notre équipe ESG mobilise activement les sociétés de nos fonds afin de protéger et d'accroître la valeur pour les investisseurs, tout en ayant une influence sur les responsabilités qu'endossent toutes les parties prenantes. Nous discutons directement avec les sociétés pour les informer des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance, et nous proposons des solutions qui pourraient les aider à s'améliorer. Nous votons également aux assemblées générales annuelles sur des questions comme les nominations aux conseils d'administration, la bonne gouvernance et les propositions d'actionnaires.

## Mobilisation par secteur

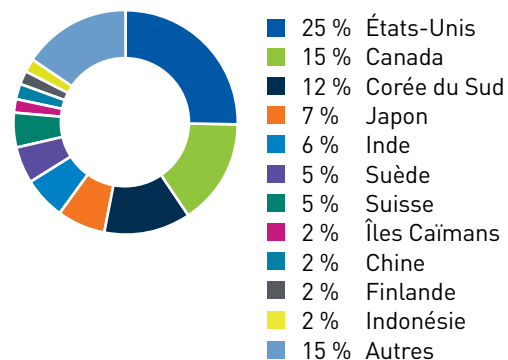
Nous avons poursuivi le dialogue avec des sociétés de plusieurs secteurs où nous avons souvent dirigé ou codirigé les interventions. Comme nous l'avons mentionné, bon nombre des interventions que nous avons menées au cours du trimestre portaient sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Cette initiative stratégique a eu une incidence sur le nombre de sociétés que nous avons contactées, tous secteurs confondus. Au cours du trimestre, 61 % de nos interventions visaient à cerner l'exposition des sociétés à la Russie et à influencer ces dernières quant aux mesures qu'elles prennent à cet égard. Étant donné la nature de nos placements, la majorité des sociétés que nous avons contactées étaient des sociétés des secteurs de l'industrie, des technologies de l'information et des matériaux. Nous avons également communiqué avec des sociétés des secteurs des services financiers, des services de communication, de la consommation de base et des biens de consommation cyclique. De plus amples renseignements sur cette initiative de mobilisation figurent à la page suivante.



## Votes par pays

Au premier trimestre, 60 % des assemblées où des votes ont été exprimés ont eu lieu à l'extérieur des États-Unis et du Canada. C'est aux États-Unis que le plus d'assemblées ont été tenues, suivis du Canada, de la Corée du Sud, du Japon, de l'Inde, de la Suède et de la Suisse.

Au cours du trimestre, toutes les résolutions des actionnaires ayant fait l'objet d'un vote, sauf une, ont été déposées auprès de sociétés nord-américaines, dont trois au Canada et huit aux États-Unis. Une résolution a été déposée auprès d'une société suédoise. En ce qui concerne l'ensemble des résolutions d'actionnaires ayant été soumises un vote au cours du trimestre, c'est Apple qui occupait la tête de peloton, celle-ci comptant six propositions sur son bulletin de vote, suivie de **Disney** et de **Metro**, avec cinq propositions chacune.



# PLEINS FEUX SUR LE THÈME PRINCIPAL : LES DROITS DE LA PERSONNE

## *Mobilisation des entreprises quant aux mesures adoptées pour s'accorder aux sanctions internationales contre la Russie*

Par l'équipe des Services ESG de NEI

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a déclenché des mesures de rétorsion rapides de la part de gouvernements, de gestionnaires de placements et de sociétés du monde entier qui cherchent à mettre en œuvre et à soutenir des sanctions paralysantes. Le 7 mars, NEI a annoncé que nous nous étions engagés à vendre des participations dans des sociétés domiciliées en Russie, dont le nombre était alors déjà négligeable, tout en mettant en place un moratoire sur l'achat de nouveaux titres. Nous nous sommes également engagés à entamer le dialogue avec les sociétés exerçant des activités ou ayant des intérêts économiques en Russie pour les inciter à interrompre leurs affaires ou à y mettre fin. [Pour plus de détails, voir le communiqué de presse.](#)

Sur ce dernier point, nous avons fait de solides progrès dans le cadre de notre évaluation initiale des mesures prises ou prévues par les sociétés de nos fonds. Le tableau ci-après présente un sommaire des résultats au 31 mars. Dans le cadre de notre examen et de notre communication initiale, nous avons d'abord priorisé les sociétés qui constituent nos placements les plus importants. Nous avons évalué dans quelle mesure leur réaction concordait avec les sanctions internationales et les attentes en matière de droits de la personne. Dans le cas des sociétés qui n'avaient pas divulgué publiquement leur plan d'action, nous leur avons demandé quels étaient leurs plans à court terme. Lorsqu'il était difficile de savoir si une société était exposée à la Russie ou à l'Ukraine, nous l'avons contactée pour évaluer cette exposition. En ce qui concerne les institutions financières en particulier, nous avons cherché à savoir si elles communiquent avec leurs clients et de quelle façon elles le font, et dans quelle mesure le conflit pourrait les amener à améliorer leur approche en matière d'évaluation du risque pays.

### Nombre de sociétés\*

**65** S'est vue adresser un courriel

**40** A répondu au courriel **62%** Taux de réponse

\* Au 31 mars 2022, le nombre total de sociétés mobilisées représentait environ 979,5 M\$ de l'actif sous gestion des actions de NEI. Nous

avons examiné si les sociétés avaient une exposition « directe » ou « indirecte » à la Russie, définie respectivement comme étant une présence physique et des ventes, des fournisseurs ou d'autres intérêts commerciaux dans le pays. Nous avons déterminé cette exposition en examinant l'information accessible au public ou en interrogeant directement les sociétés en question.

### Conclusions initiales

- Nous avons été heureux de constater que de nombreuses sociétés avaient fait part de leurs intentions de manière proactive, ce qui témoignait de leurs initiatives visant à se conformer aux sanctions internationales
- Plusieurs sociétés ont répondu à notre demande initiale d'information, et une poignée de sociétés que nous n'avions jamais mobilisées directement auparavant ont proposé la tenue d'une rencontre afin d'approfondir le sujet
- Bien que nous attendons toujours des réponses de la part de certaines sociétés, nous considérons que notre demande d'information n'a suscité aucune réaction défensive

L'un des éléments clés auxquels nous prêtons attention dans les réponses des sociétés est la compréhension des mesures qu'elles prennent et de la façon dont les considérations liées aux droits de la personne et aux droits du travail ont influé sur ces décisions. Par exemple, les sociétés ont-elles adopté un plan pour fournir un soutien financier aux réfugiés et aux employés dans les régions où celles-ci ont dû suspendre ou interrompre leurs activités?

Notre intention est d'aider les sociétés à répondre à cette question : « Quelles mesures peut entreprendre une société pour réagir à ce conflit de façon *responsable tout en respectant les droits de la personne*? » Nous devons agir rapidement, sans toutefois sacrifier le degré de réflexion et de collaboration requis pour composer avec ces circonstances complexes et difficiles.

# FAITS SAILLANTS DE LA MOBILISATION

## Unilever progresse dans ses engagements de réduction du plastique

Unilever met l'accent sur l'innovation pour la production de plastique, car elle cherche à améliorer sa position déjà solide en tant que chef de file des biens de consommation emballés et de l'économie circulaire. Nous avons participé à une conférence téléphonique avec d'autres investisseurs en mars, lors de laquelle nous avons appris que la société était à la recherche de solutions pour accélérer son utilisation du plastique recyclé et qu'elle envisageait plusieurs options de réutilisation. Unilever s'est engagée à réduire de moitié la quantité de plastique vierge qu'elle utilise et de plus de 100 000 tonnes son utilisation absolue d'emballages de plastique; à assurer que tous ses emballages de plastique soient réutilisables, recyclables ou compostables; et à utiliser au moins 25 % de plastique recyclé dans ses emballages, le tout d'ici 2025.

**Étapes suivantes :** Nous continuerons de surveiller les progrès d'Unilever vers l'atteinte de ses objectifs liés au plastique et avons hâte d'en apprendre davantage sur la façon dont la société développe des technologies pour accélérer le recyclage dans divers marchés.

## Saputo veut comprendre comment ses activités affectent la biodiversité et le climat

Même si Saputo n'est pas encore en mesure d'établir des cibles fondées sur des données scientifiques pour la réduction des émissions de carbone, elle prend des mesures afin de mieux comprendre l'incidence qu'elle a sur l'environnement, notamment sur toute la chaîne d'approvisionnement. Par exemple, cette société laitière du Québec se penche maintenant sur la disponibilité et les coûts des matières premières et de l'eau, ce qui est intéressant pour nous, compte tenu de notre nouvel accent sur la biodiversité. Nous avons encouragé Saputo à se joindre au Pacte canadien sur les plastiques afin de maximiser sa gestion des plastiques et de renforcer ses cibles pour 2025.

**Étapes suivantes :** Nous continuerons d'encourager Saputo à établir des cibles fondées sur la science pour atteindre la carboneutralité, et nous avons hâte de connaître ses conclusions sur l'incidence de ses activités sur l'environnement et la biodiversité.

## iA Groupe financier continue d'améliorer ses pratiques de gouvernance

iA Groupe financier a communiqué avec nous pour discuter de pratiques de gouvernance, ce qui nous a donné l'occasion de faire part de notre point de vue directement au président du conseil d'administration. Nous avons expliqué que le manque de diversité ethnique et raciale au sein du conseil nous a amenés à voter à l'encontre des membres du comité de nomination lors de l'assemblée générale annuelle de la société en 2021. Nous avons été heureux d'apprendre que la société commence à recueillir des données sur la diversité des conseils d'administration et à accroître la diversité de son bassin de candidats au titre d'administrateur. La durée excessive du mandat de l'auditeur demeure une source de préoccupations; nous constatons toutefois que la société a de la difficulté à changer d'auditeur depuis le début de la pandémie et au beau milieu de changements dans les normes comptables. Nous apprécions la décision de la société d'améliorer la structure de rémunération des cadres en réduisant la part des options d'achat d'actions dont l'acquisition est fondée sur le temps.

**Étapes suivantes :** iA Groupe financier s'est récemment engagée à produire un rapport sur les changements climatiques conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation de l'information financière relative aux changements climatiques. Nous avons hâte de lui faire part de nos commentaires.

# RAPPORT D'ÉTAPE : WINPAK

## Secteur

Matériaux

## Thème principal; sous-thème(s)

Carboneutralité; engagements en matière de carboneutralité et plans de transition, circularité

## Objectif(s) de développement durable des Nations Unies connexe(s)



## Activité de mobilisation

Première rencontre avec le chef de la direction

## Réactivité

Très réactive

## État des placements (peut changer sans préavis)

Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes

## De meilleurs matériaux d'emballage amélioreront la circularité

Winpak réalise d'excellents progrès en ce qui a trait à ses engagements visant à améliorer l'impact environnemental de ses produits d'emballage, et le chef de la direction fait preuve de passion et d'enthousiasme dans ce domaine. La société est toutefois confrontée à un manque de diversité au sein de son conseil d'administration. Nous avons voté à l'encontre des membres non indépendants du conseil d'administration de Winpak ainsi qu'à l'encontre des membres du comité de nomination en raison du manque de diversité raciale et de genre.

En mars, nous avons rencontré le président et chef de la direction de Winpak dans le cadre d'une intervention autonome axée sur la circularité des produits, faisant suite à une rencontre avec d'autres représentants de la société, au cours de laquelle nous avons expliqué les motifs justifiant notre vote et discuté des mesures à prendre pour accroître la diversité.

Winpak est un acteur important dans le segment nord-américain de l'emballage des aliments et des soins de santé et possède des installations au Canada, aux États-Unis et au Mexique. L'objectif pour 2025 est de fabriquer des produits 100 % durables prêts à être recyclés, qui comprennent du contenu recyclé après consommation ou qui sont fabriqués à partir de matériaux biologiques. Winpak participe activement à des groupes sectoriels comme la Polypropylène Recycling Coalition, la Sustainable Packaging Coalition et l'Association canadienne

de l'emballage. Nous avons encouragé la société à se joindre au Pacte canadien sur les plastiques, soulignant que ses cibles concordent déjà avec celles de ce dernier. Nous considérons qu'il s'agit pour Winpak d'une occasion de jouer un rôle de premier plan dans le domaine, en ce sens que la société serait en mesure de collaborer en amont (fournisseurs) et en aval (clients) pour accroître encore plus ses retombées. Winpak a obtenu le statut de « chef de file » pendant quatre années consécutives en ce qui a trait à la cote d'engagement des fournisseurs de CDP (auparavant Carbon Disclosure Project). La cote évalue le rendement d'une société en matière de gouvernance, de cibles, d'émissions de portée 3 et d'engagement dans la chaîne de valeur.

Le chef de la direction était heureux d'expliquer que Winpak considère les emballages durables comme une occasion de croissance et de diversification tout en répondant aux besoins de durabilité de ses clients.

**Étapes suivantes :** Nous ferons un suivi auprès de Winpak lors de la publication de son prochain rapport sur le développement durable afin de discuter plus largement de la stratégie climatique et de vérifier les plans visant à améliorer la diversité du conseil d'administration et de la main-d'œuvre.

# RAPPORT D'ÉTAPE : OPEN TEXT

## Secteur

Technologies de l'information

## Thème principal; sous-thème(s)

Inégalités; diversité et inclusion; rémunération équitable | Transition énergétique; engagements en matière de carboneutralité

## Objectif(s) de développement durable des Nations Unies connexe(s)



## Activité de mobilisation

Vérification annuelle

## Réactivité

Très réactive

## État des placements (peut changer sans préavis)

Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds croissance et revenu NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI

## Cibles ambitieuses pour le climat et la diversité, équité et inclusion

Open Text a pris des engagements audacieux pour réduire ses émissions de carbone et améliorer la diversité, l'équité et l'inclusion au sein de la société. Nous sommes ravis de ces objectifs ambitieux, même si cette société soulevait aussi chez nous des préoccupations à l'égard de la rémunération du chef de la direction, que nous jugeons excessive.

Au cours du trimestre, nous avons rencontré le vice-président principal et des vice-présidents à deux reprises dans le cadre de notre intervention autonome auprès de la société de gestion de l'information de Waterloo. Lors de notre première rencontre, nous avons expliqué les raisons qui nous amènent à voter contre son programme de rémunération et les membres de son comité de rémunération. La société a indiqué que son conseil d'administration a retenu les services d'un groupe tiers pour l'aider à prendre ses décisions en matière de rémunération. Les dirigeants étaient réceptifs à nos commentaires et ont accepté de faire part de nos idées à d'autres membres de la société.

Lors de notre deuxième rencontre, nous avons discuté des progrès réalisés dans le cadre de la stratégie climatique et en matière de diversité, d'équité et d'inclusion. Open Text a pris un ensemble d'engagements à la fin de 2021 sous la bannière « The OpenText Zero Initiative », qui comprend zéro barrière, zéro déchet et zéro émission. En ce qui concerne son engagement « zéro barrière », la société entend atteindre une parité homme-femme de 50/50 dans les

« postes clés » d'ici 2030 et faire en sorte que 40 % des postes de direction soient occupés par des femmes. Au chapitre « zéro émission », elle s'engage à atteindre une cible fondée sur des données scientifiques pour la réduction des émissions de 50 % d'ici 2030 et la carboneutralité d'ici 2040.

Nous avons exprimé notre soutien à l'égard de cette initiative et cherché à comprendre comment les cibles ont été établies. Nous avons également indiqué que nous souhaitons en apprendre davantage sur le plan de mise en œuvre de la société dans ses prochaines communications à ce sujet. Les participants ont souligné une solide culture de soutien aux initiatives liées au développement durable, qui commence par le chef de la direction, lequel joue un rôle important dans ces enjeux.

**Étapes suivantes :** Nous comptons faire un suivi lorsque sera publié le prochain rapport sur le développement durable de la société afin d'examiner de quelle manière elle prévoit mettre en œuvre sa stratégie climatique et ses initiatives en matière de diversité, d'équité et d'inclusion. Selon la façon dont nous voterons à l'assemblée annuelle de cette année, nous pourrions également poursuivre notre discussion sur la rémunération des cadres.

# FAITS SAILLANTS DE LA MOBILISATION DES SOUS-CONSEILLERS

## Progrès de l'engagement auprès de Prudential Financial et de Citigroup

*Federated Hermes (T4 2021)*

Selon Federated Hermes, **Prudential Financial** a produit un rapport fondé sur le cadre du Groupe de travail sur la divulgation de l'information financière relative aux changements climatiques. Le rapport mentionne que le risque climatique est une priorité stratégique qui influence la divulgation d'informations financières et la stratégie de la société, et indique que l'expertise en matière de changements climatiques constitue une qualification d'administrateur selon la grille des compétences du conseil d'administration de la société. Prudential a également produit des renseignements détaillés sur la représentation des employés à l'échelle des divisions, des régions et de l'ancienneté, y compris un éventail de critères de diversité.

Pour sa part, **Citigroup** a élargi sa cible de financement durable, qui comprend le financement de l'énergie propre et jusqu'à 1 000 milliards de dollars américains investis dans le but de réduire les inégalités sociales d'ici 2030. La société a également mis à jour ses rapports sur les critères d'inclusion des projets et sa méthodologie comptable. Cette cible comprend 500 milliards de dollars alloués au financement de l'énergie propre.

## Suivi de la surveillance des facteurs ESG chez Kerry Group

*Addenda Capital (T3 2021)*

Addenda Capital affirme avoir rencontré **Kerry Group** pour discuter des répercussions des récentes acquisitions et dessaisissements d'entreprises sur sa stratégie ESG et sa gestion de la main-d'œuvre. Le groupe Kerry est établi en Irlande et offre des solutions en matière de goûts et de nutrition pour les segments des aliments, des boissons et des produits pharmaceutiques. Addenda Capital a demandé des précisions sur l'incidence de la nouvelle structure de l'entreprise sur les sources d'émissions de gaz à effet de serre et ses efforts de réduction à cet égard. Addenda Capital a discuté de l'approche de Kerry quant à la transition de la main-d'œuvre et de l'implication des employés dans les transactions d'entreprise, et a indiqué qu'elle continuera de surveiller les communications à ce sujet afin d'évaluer l'efficacité de l'approche de Kerry.



# PROMOTION DE POLITIQUES

## *Le défi d'établir un plafond absolu pour la rémunération des cadres*

Par l'équipe des Services ESG de NEI

De nombreux investisseurs s'entendent pour dire que les actionnaires devraient jouer un rôle dans le contrôle de la rémunération excessive des hauts dirigeants, mais nous sommes toujours à la recherche de la façon la plus efficace qui soit de fixer un « plafond absolu » à la rémunération. Comme pour tout problème complexe et multifactoriel, ce qui peut sembler à première vue une solution simple ne l'est pas. Nous devons tenir compte du risque que surviennent des conséquences imprévues.

Près de 70 % des participants qui ont répondu à un sondage lors d'une table ronde que nous avons animée en mars ont déclaré que les investisseurs devraient envisager d'établir un plafond absolu de la rémunération des cadres, quelle que soit la performance financière d'une société, afin de régler le problème de la rémunération excessive. La séance s'inscrivait dans le cadre de la conférence du printemps de l'Interfaith Center on Corporate Responsibility, dont le but était de permettre aux investisseurs de mieux se situer à l'approche de la période de vote par procuration et de l'afflux annuel de décisions relatives à la rémunération.

L'un des obstacles à l'établissement d'un plafond absolu se présente à l'échelle des secteurs. Certains investisseurs se sont demandé si une approche neutre à l'égard des secteurs pourrait être restrictive si la définition de rémunération excessive varie d'un secteur à l'autre. Est-il possible d'appliquer un « prisme sectoriel » pour tenir compte de ces différences?

Nous avons également discuté du rôle des consultants tiers en rémunération, qui exercent une grande influence quant au fait de déterminer si les rémunérations s'avèrent appropriées. En fait, les sociétés comptant des dirigeants dont la rémunération nous semble excessive font souvent référence aux commentaires qu'elles reçoivent de consultants tiers dans l'établissement de leur structure de rémunération. Ces recommandations sont généralement fondées sur une analyse comparative horizontale (fondée sur les niveaux de

rémunération des sociétés comparables), alors que nous préconisons plutôt une analyse comparative verticale (reposant sur les niveaux de rémunération des employés au sein d'une même organisation). Les participants à cette réunion ont convenu que cet aspect devait être examiné de plus près.

Pour notre part, nous choisissons de mettre en place un plafond en sachant qu'il n'existe pas encore de définition commune de la rémunération excessive. Nous reconnaissons néanmoins que les actionnaires ont contribué à l'escalade des taux de rémunération des cadres supérieurs, laquelle ne concordait pas avec les augmentations de salaire de la main-d'œuvre dans les dernières décennies. Nous pensons qu'il est important de soulever cette question avec l'information dont nous disposons, compte tenu des risques d'inégalité systémique. En 2021, nous avons resserré les critères pour déterminer la rémunération « excessive » et « extrêmement excessive » afin de réduire l'écart salarial croissant entre les cadres et le reste du personnel. Si une rémunération est supérieure à 120 ou 190 fois le revenu médian des ménages au Canada, elle est jugée excessive et extrêmement excessive respectivement, et nous prévoyons voter à son encontre. Auparavant, les seuils étaient de 150 et 200 fois ce niveau, respectivement. Nous avons également effectué des ajustements à la baisse pour les sociétés américaines.

Nous espérons que le nombre d'investisseurs qui voteront contre les rémunérations excessives augmentera encore cette année, car les résultats en 2021 ont été conformes aux tendances et décevants. Selon notre analyse de l'indice composé S&P/TSX et de l'indice S&P 500, les sociétés canadiennes ont reçu en moyenne le soutien de 93 % de leurs investisseurs pour les programmes de rémunération que nous avons jugés excessifs, tandis que les sociétés américaines ont reçu le soutien de 82 % de leurs investisseurs en moyenne. Tout au long de l'année, nous continuerons de travailler avec des investisseurs qui partagent notre point de vue afin d'explorer et de mettre en œuvre des solutions pour relever le défi de la rémunération élevée.



# FAITS SAILLANTS DES POLITIQUES

## Thème principal : Droits de la personne


- Signature d'un énoncé des investisseurs à l'appui d'une réglementation d'Internet qui respecte les droits numériques des utilisateurs
- Signature d'un énoncé faisant état des préoccupations concernant le report de la publication de la proposition de la Commission de l'UE relative à la diligence raisonnable obligatoire en matière de droits de la personne et de l'environnement et exhortation de la Commission à adopter une proposition législative sans plus tarder
- Participation à une entrevue avec le Conseil des normes de comptabilité durable (SASB) dans le cadre du projet de gouvernance du contenu au cours de laquelle nous avons présenté nos commentaires sur l'utilité des paramètres visant à mesurer les dépenses de la société en matière de modération du contenu

## Thème principal : Inégalités

- Signature de l'énoncé des attentes des investisseurs à l'égard des normes d'emploi et des répercussions sur la collectivité dans le cadre de la transition équitable (Statement of Investor Expectations for Job Standards & Community Impacts in the Just Transition), demandant aux entreprises, aux investisseurs et aux décideurs de veiller à ce que la transition énergétique contribue à une économie décarbonisée et équitable, et ce, tant sur le plan racial qu'économique
- Participation d'un engagement collaboratif des investisseurs avec la Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan en vue d'améliorer les exigences en matière d'information sur la diversité au-delà du genre

## Thème principal : Carboneutralité

- Soumission de commentaires à la consultation de l'Environmental Protection Agency (EPA) des États-Unis sur son projet de normes relatives aux émissions de méthane provenant du pétrole et du gaz naturel, dans le cadre de laquelle nous avons encouragé l'EPA à veiller à ce que l'industrie ait mis en place de solides règlements sur les émissions de méthane afin de s'assurer que les cibles de réduction ambitieuses sont atteintes

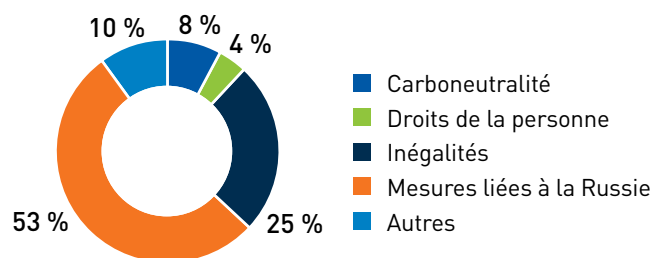
- 
- Soumission de commentaires lors la consultation des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) sur le cadre proposé pour la divulgation obligatoire de l'information relative au climat, encourageant les ACVM à faire preuve de plus d'ambition dans sa proposition
  - Dans le cadre du Technical Working Group for Financiers on Water (groupe de travail technique pour les financiers sur l'eau) organisé par CDP (anciennement connue sous le nom de Carbon Disclosure Project), nous avons fourni des commentaires sur les paramètres proposés pour le questionnaire sur l'eau du CDP
  - Signature d'un énoncé des investisseurs appelant les États membres des Nations Unies à jeter les bases d'un traité mondial visant à éliminer la pollution par le plastique; en mars, l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement a adopté une résolution visant à mettre en place un accord international juridiquement contraignant d'ici la fin de 2024
  - Participation à titre de membre d'un groupe de travail fournissant des commentaires sur le référentiel des institutions financières du Water Footprint Network

## Autres

- Soumission de commentaires dans le cadre de la consultation sur la *Loi sur les marchés financiers de l'Ontario*, exprimant l'appui à l'égard des mécanismes proposés qui permettraient à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario de promulguer des règles qui augmenterait la diversité au sein des conseils d'administration et améliorerait la reddition de comptes à l'égard des régimes de rémunération des cadres
- Réponse au sondage du Conseil international des mines et métaux demandant des commentaires sur les secteurs sur lesquels l'organisation devrait se concentrer dans l'élaboration de ses programmes et activités d'exploitation minière durable
- Participation à une consultation visant à orienter le projet de recherche sur la mobilisation politique responsable des Principes pour l'investissement responsable afin de cerner les meilleures pratiques de mobilisation qui soit en matière de lobbyisme politique

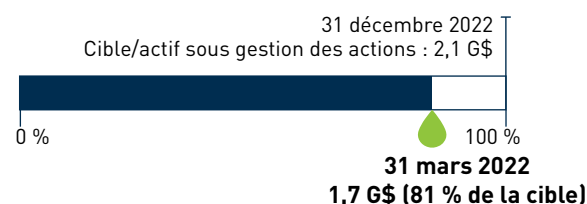
# LISTE DES SOCIÉTÉS MOBILISÉES

## Mobilisations par thème principal



## Progrès vers la cible de mobilisation pour 2022

L'objectif de NEI est de mobiliser des sociétés représentant au moins 30 % de l'actif sous gestion des actions d'ici la fin de 2022, en hausse par rapport à la cible de 25 % pour 2021. Au 31 mars 2022, l'actif sous gestion des actions de NEI s'élevait à 7,1 G\$, et la cible de mobilisation s'établissait à 2,1 G\$.



## Liste alphabétique des sociétés mobilisées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 mars 2022

La liste peut ne pas être exhaustive. L'état des placements peut changer sans préavis.

Société	Secteur	Thème	Sous-thème/sujet	Placements de NEI
<b>Adobe Systems</b>	Technologies de l'information	Inégalités	Rémunération équitable	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>Air Liquide</b>	Matériaux	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions internationales ER NEI; Fonds leaders en environnement NEI
<b>Alphabet</b>	Services de communication	Droits de la personne	Gouvernance dans les technologies	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds de croissance mondiale NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>Amazon</b>	Biens de consommation cyclique	Inégalité; droits de la personne	Capital humain; fiscalité responsable; gouvernance dans les technologies	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds de croissance mondiale NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>Amcor</b>	Matériaux	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de dividendes mondial ER NEI

<b>Société</b>	<b>Secteur</b>	<b>Thème</b>	<b>Sous-thème/sujet</b>	<b>Placements de NEI</b>
<b>Amdocs</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions américaines ER NEI
<b>American Express</b>	Services financiers	Inégalités	Rémunération équitable	Fonds de valeur mondial NEI
<b>Analog Devices</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>Apple</b>	Technologies de l'information	Inégalités	Rémunération équitable	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>Aptiv</b>	Biens de consommation cyclique	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds leaders en environnement NEI; Fonds d'obligations d'impact mondial NEI
<b>Baidu</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de croissance mondiale NEI
<b>Bank of America</b>	Services financiers	Inégalités; carboneutralité	Gestion et divulgation des facteurs ESG; accès équitable; engagements en matière de carboneutralité et plans de transition connexes	Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds d'obligations d'impact mondial NEI
<b>Banque de Montréal</b>	Services financiers	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
<b>La Banque de Nouvelle-Écosse</b>	Services financiers	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds croissance et revenu NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds du marché monétaire NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes
<b>Beijing Kingsoft Office Software</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds des marchés émergents NEI
<b>Best Buy</b>	Biens de consommation cyclique	Inégalités	Capital humain	Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI

<b>Société</b>	<b>Secteur</b>	<b>Thème</b>	<b>Sous-thème/sujet</b>	<b>Placements de NEI</b>
<b>Banque CIBC</b>	Services financiers	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds croissance et revenu NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
<b>Canadian Natural Resources</b>	Énergie	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition connexes	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
<b>Chemin de fer Canadien Pacifique</b>	Industrie	Carboneutralité	Harmonisation avec le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques; circularité	Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds croissance et revenu NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
<b>CCL Industries</b>	Matériaux	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes
<b>CDW Corporation</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions américaines ER NEI
<b>Citigroup</b>	Services financiers	Carboneutralité; droits de la personne	Gestion et divulgation des facteurs ESG; engagements en matière de carboneutralité et plans de transition connexes; sanctions contre la Russie	Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI
<b>Cogeco</b>	Services de communication	Gouvernance	Gestion et divulgation des facteurs ESG; gouvernance des placements importants	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI
<b>Comcast</b>	Biens de consommation cyclique	Inégalités	Rémunération équitable	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds de dividendes américains NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>Computershare</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de dividendes mondial ER NEI
<b>Corning</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds de dividendes américains NEI

<b>Société</b>	<b>Secteur</b>	<b>Thème</b>	<b>Sous-thème/sujet</b>	<b>Placements de NEI</b>
<b>Costco</b>	Biens de consommation cyclique	Inégalités	Capital humain	Fonds de dividendes mondial ER NEI
<b>Croda International</b>	Matériaux	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds leaders en environnement NEI
<b>CVS</b>	Consommation de base	Inégalités	Capital humain	Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI
<b>Disney</b>	Biens de consommation cyclique	Inégalités	Capital humain	Fonds d'actions mondiales ER NEI
<b>Docebo</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
<b>Dollar General</b>	Biens de consommation cyclique	Inégalités	Capital humain	Fonds de dividendes canadiens NEI
<b>DuPont de Nemours</b>	Matériaux	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de dividendes mondial ER NEI
<b>eBay</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de valeur mondial NEI
<b>Ecolab</b>	Matériaux	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds leaders en environnement NEI
<b>Electronic Arts</b>	Services de communication	Inégalités	Rémunération équitable	Fonds d'actions américaines ER NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>Enghouse Systems</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes
<b>Ericsson</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de dividendes mondial ER NEI
<b>Evertz Technologies</b>	Industrie	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI
<b>Evonik Industries</b>	Matériaux	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de dividendes mondial ER NEI
<b>Experian</b>	Industrie	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions internationales ER NEI

<b>Société</b>	<b>Secteur</b>	<b>Thème</b>	<b>Sous-thème/sujet</b>	<b>Placements de NEI</b>
<b>Facebook</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Conseils d'administration axés sur les facteurs ESG; gouvernance dans les technologies	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds de valeur mondial NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>FedEx</b>	Industrie	Inégalités	Capital humain	Fonds d'actions mondiales ER NEI
<b>Fidelity National Information Services</b>	Services financiers	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds de dividendes américains NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>Fiserv</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI
<b>Fujifilm</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions mondiales ER NEI
<b>Gap</b>	Biens de consommation cyclique	Inégalités	Capital humain	Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé NEI
<b>GEA Group</b>	Industrie	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds leaders en environnement NEI
<b>GFL Environmental</b>	Industrie	Carboneutralité	Harmonisation avec le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques; circularité	Fonds croissance et revenu NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
<b>Givaudan</b>	Matériaux	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de dividendes mondial ER NEI
<b>Globant</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds des marchés émergents NEI
<b>Home Depot</b>	Biens de consommation cyclique	Inégalités	Capital humain	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>iA Groupe financier</b>	Services financiers	Carboneutralité; inégalités	Gestion et divulgation des facteurs ESG; harmonisation avec le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques; diversité, équité et inclusion	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes



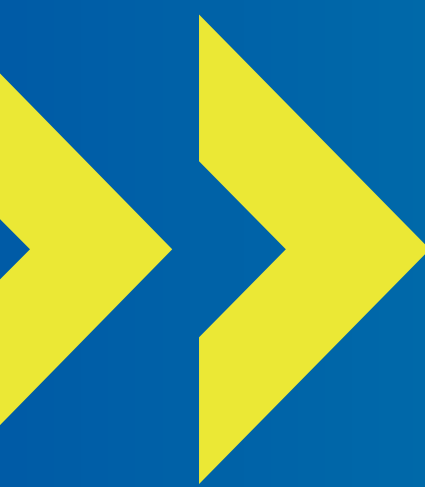
<b>Société</b>	<b>Secteur</b>	<b>Thème</b>	<b>Sous-thème/sujet</b>	<b>Placements de NEI</b>
<b>Infosys</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds des marchés émergents NEI
<b>International Paper</b>	Matériaux	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de dividendes mondial ER NEI
<b>Intertek Group</b>	Industrie	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds leaders en environnement NEI
<b>JD.com</b>	Biens de consommation cyclique	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions internationales ER NEI; Fonds de croissance mondiale NEI; Fonds des marchés émergents NEI
<b>Johnson &amp; Johnson</b>	Soins de santé	Inégalités	Théorie des parties prenantes de la société; accès équitable	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>JPMorgan Chase</b>	Services financiers	Inégalités; carboneutralité	Gestion et divulgation des facteurs ESG; accès équitable; engagements en matière de carboneutralité et plans de transition connexes	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé NEI; Fonds d'obligations mondiales à rendement total NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>Juniper Networks</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de dividendes mondial ER NEI
<b>KDDI</b>	Services de communication	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de dividendes mondial ER NEI
<b>Keysight Technologies</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions mondiales ER NEI
<b>Kinaxis</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes
<b>Koninklijke DSM</b>	Matériaux	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds leaders en environnement NEI
<b>Linde</b>	Matériaux	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions internationales ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds leaders en environnement NEI

<b>Société</b>	<b>Secteur</b>	<b>Thème</b>	<b>Sous-thème/sujet</b>	<b>Placements de NEI</b>
<b>Magna International</b>	Biens de consommation cyclique	Inégalité; droits de la personne	Diversité, équité et inclusion; rémunération équitable; sanctions contre la Russie	Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds croissance et revenu NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds de dividendes américains NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes
<b>Magnet Forensics</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI
<b>MasterCard</b>	Technologies de l'information	Inégalités	Rémunération équitable	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds de croissance mondiale NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>Merck &amp; Co</b>	Soins de santé	Inégalités	Rémunération équitable	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds de dividendes américains NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>Motorola Solutions</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions américaines ER NEI
<b>Murata Manufacturing</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de dividendes mondial ER NEI
<b>NextEra Energy</b>	Services publics	Droits de la personne	Droits de la personne dans la chaîne d'approvisionnement	Fonds d'infrastructure propre NEI
<b>Nippon Telegraph &amp; Telephone</b>	Services de communication	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Mandat NEI actions mondiales
<b>Nomura Research Institute</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Mandat NEI actions mondiales
<b>NortonLifeLock</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds de dividendes américains NEI; Fonds d'obligations d'impact mondial NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>NXP Semiconductor</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de valeur mondial NEI
<b>O'Reilly Automotive</b>	Biens de consommation cyclique	Inégalités	Capital humain	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Mandat NEI actions mondiales

<b>Société</b>	<b>Secteur</b>	<b>Thème</b>	<b>Sous-thème/sujet</b>	<b>Placements de NEI</b>
<b>Omron</b>	Industrie	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions mondiales ER NEI
<b>Open Text</b>	Technologies de l'information	Inégalités	Diversité, équité et inclusion; rémunération équitable	Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes
<b>Orpea</b>	Soins de santé	s. o.	Théorie des parties prenantes de la société	Fonds d'actions internationales ER NEI
<b>Parker Hannifin</b>	Industrie	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de valeur mondial NEI
<b>PayPal Holdings</b>	Services financiers	Inégalités	Rémunération équitable	Fonds d'actions mondiales ER NEI
<b>PepsiCo</b>	Consommation de base	s. o.	Nutrition	Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds de dividendes américains NEI
<b>Pfizer</b>	Soins de santé	Inégalités	Théorie des parties prenantes de la société; rémunération équitable	Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds de dividendes américains NEI
<b>Reckitt Benckiser</b>	Consommation de base	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions internationales ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI
<b>Restaurant Brands International</b>	Biens de consommation cyclique	Inégalités	Équité de la main-d'œuvre	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes
<b>RBC</b>	Services financiers	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds du marché monétaire NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>Samsung</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds des marchés émergents NEI

<b>Société</b>	<b>Secteur</b>	<b>Thème</b>	<b>Sous-thème/sujet</b>	<b>Placements de NEI</b>
<b>Saputo</b>	Consommation de base	Carboneutralité; inégalités	Harmonisation avec le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques; diversité du conseil; circularité; diversité, équité et inclusion	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes
<b>Schneider Electric</b>	Industrie	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions internationales ER NEI; Fonds leaders en environnement NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>ServiceNow</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions américaines ER NEI
<b>Stella Jones</b>	Matériaux	Inégalités	Diversité, équité et inclusion	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
<b>TE Connectivity</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds leaders en environnement NEI
<b>Teradyne</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de valeur mondial NEI
<b>Texas Instruments</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds leaders en environnement NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>Banque TD</b>	Services financiers	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds croissance et revenu NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>Twilio</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds de croissance mondial NEI
<b>Unilever</b>	Consommation de base	Carboneutralité	Circularité; nutrition	Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds de dividendes américains NEI
<b>Visa</b>	Services financiers	Inégalités	Rémunération équitable	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Mandat NEI actions mondiales

<b>Société</b>	<b>Secteur</b>	<b>Thème</b>	<b>Sous-thème/sujet</b>	<b>Placements de NEI</b>
<b>Walgreens Boots Alliance</b>	Consommation de base	Inégalités	Capital humain	Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds de dividendes américains NEI
<b>Wal-Mart</b>	Consommation de base	Droits de la personne	Droits de la personne dans la chaîne d'approvisionnement	Fonds d'actions américaines ER NEI; Mandat NEI actions mondiales
<b>Winpak</b>	Matériaux	Inégalités; carboneutralité	Diversité, équité et inclusion; circularité	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes
<b>Workday</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de croissance mondiale NEI
<b>Worldline</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions internationales ER NEI
<b>XPeng</b>	Biens de consommation cyclique	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Placement liquidé
<b>Xylem</b>	Industrie	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds équilibré durable mondial NEI



**Communiquez avec votre conseiller aujourd'hui  
pour savoir comment les solutions  
d'investissement responsable de NEI peuvent  
vous aider à atteindre vos objectifs.**

## NEI

Ce document est fourni à des fins éducatives et d'information uniquement et ne vise pas à apporter précisément des conseils financiers, fiscaux, de placement ou de toute autre nature. Les opinions exprimées aux présentes peuvent changer sans préavis, les marchés évoluant en permanence. Les renseignements contenus dans le présent document sont jugés fiables, mais NEI ne garantit pas leur exhaustivité ni leur exactitude. Les opinions exprimées à l'égard d'une société, d'un titre, d'un secteur ou d'un marché en particulier ne doivent pas être interprétées comme une intention de réaliser des transactions concernant un fonds géré par Placements NEI. Les énoncés prospectifs ne garantissent pas le rendement futur, et les risques et les incertitudes font souvent en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des renseignements ou des attentes prospectifs. Ne vous fiez pas indûment aux renseignements prospectifs.

Des commissions, commissions de suivi, frais de gestion et dépenses peuvent tous être associés à des investissements dans des fonds communs de placement. Veuillez consulter le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et le rendement antérieur peut ne pas être reproduit.

Placements NEI est une marque déposée de Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. (« NEI S.E.C. »). Placements NordOuest & Éthiques inc. est le commandité de NEI S.E.C. et une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso inc. (« Aviso »). Aviso est le seul commanditaire de NEI S.E.C. Aviso est une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso S.E.C., détenue à 50 % respectivement par Desjardins Holding financier inc. et à 50 % par une société en commandite qui appartient aux cinq centrales de caisse de crédit provinciales et au Groupe CUMIS limitée.

« Exigez plus. Comme nous. »<sup>MC</sup> est une marque de commerce de Placements NordOuest & Éthiques S.E.C.

2200256F 04/22